<table>
<thead>
<tr>
<th>DATE</th>
<th>OBJET</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>01 12 2022</td>
<td>Nomination des agents de guichet de la régie de recettes « Événementiel » du 2 décembre 2022 au 8 janvier 2023</td>
</tr>
<tr>
<td>22 12 2022</td>
<td>Nomination d’un régisseur titulaire pour la régie d’avances relative au paiement des menues dépenses des services de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval à compter du 1er janvier 2023</td>
</tr>
<tr>
<td>04 01 2023</td>
<td>Virement de crédit sur le budget principal du compte de dépenses imprévues afin de prévoir les crédits nécessaires pour une régularisation fiscale et la révision des contributions versées à l’exploitant de l’espace aquatique de Derval</td>
</tr>
<tr>
<td>05 01 2023</td>
<td>Nomination d’un agent de guichet de la régie de recettes Piscine « Espace Aquatique Intercommunal » du 3 janvier au 30 juin 2023</td>
</tr>
<tr>
<td>06 01 2023</td>
<td>Attribution d’une subvention à Madame DURANDIERE pour financer les travaux de ravalement de façade de son habitation principale à GRAND AUVERNE</td>
</tr>
<tr>
<td>10 01 2023</td>
<td>Modification de la décision de nomination du régisseur de la régie de recettes Piscine « Espace Aquatique Intercommunal » du 6 janvier 2017</td>
</tr>
<tr>
<td>16 01 2023</td>
<td>Modification de l’acte constitutif de la régie de recettes Guichet unique en date du 28 mars 2022</td>
</tr>
<tr>
<td>17 01 2023</td>
<td>Attribution d’une subvention à Madame DURAND pour les travaux de rénovation énergétique de son habitation principale à la CHAPELLE GLAIN</td>
</tr>
<tr>
<td>26 01 2023</td>
<td>Attribution d’une subvention à Monsieur et Madame BENJAMIN pour des travaux d’adaptation de leur habitation principale à ISSE</td>
</tr>
<tr>
<td>02 02 2023</td>
<td>Modification de la décision de l’acte de création de la régie de recettes &quot;Événementiel&quot; du 9 janvier 2017</td>
</tr>
</tbody>
</table>
DÉCISION

Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant–Derval,

Vu l'article 432-10 du nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle du 21 avril 2006,

Vu la décision en date du 10 Janvier 2017 instituant une régie de recettes « Événementiel » auprès du Service Jeunesse,

Vu l'avis conforme de M. le Trésorier en date du 28 Novembre 2022,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Sont nommés agents de guichet de la régie de recettes « Événementiel » :

Mesdames Anne DOISNEAU, Valérie PANIZZA, Margaux PANIZZA, Lydia ROBIN, Fabienne METAYER, Maud LALLOUE, Nathalie RUFF, Florence DEGRE, Orane CHIRADE, Sandrine GESLIN, Sophie CARRATIE LACOUR, Katia JUDALET, Manon LE PANSE, Valérie MANDIGOUT, Camille PLOTEAU, Charles MENARD, Laura BOUVAIS et Clarisse ROUGE.

Pour la période du 2 décembre 202 au 8 janvier 2023, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 : Les mandataires agents de guichet ne doivent pas percevoir des sommes pour ces produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la réserve, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau Code Pénal.


Fait à CHATEAUBRIANT,
Le 01-12-2022.

Le Président

Alain HUNAULT
Le régisseur titulaire (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Lydia ROBIN

Le mandataire suppléant (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Fabienne METAYER

Valérie PANIZZA

Les mandataires agents de guichet (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Anne DOISNEAU

Manon LE PANSE

Margaux PANIZZA

Florence DEGRE

Laura BOUVAIS

Charles MENARD

Nathalie RUFF

Sophie CARRATIE LACOUR

Maud LALLOUE

Orane CHIRADE

Sandrine GESLIN

Clarisse ROUGE

Valérie MANDIGOUT

Camille PLOTEAU

Katia JUDALET
DECISION MODIFICATIVE
ANNULE ET REMPLACE
LA DECISION DE NOMINATION DE REGISSEUR
DU 10 JANVIER 2017

Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant–Derval,

Vu l'article 432-10 du nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle du 21 avril 2006,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la décision en date du 10 Janvier 2017 instituant une régie d'avances pour le paiement des menues dépenses des services de la Communauté de Communes Châteaubriant – Derval,

Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du 20 Décembre 2022,

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Fabienne LEGOUX est nommée régisseur titulaire de la régie d'avances pour le paiement des menues dépenses des services de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval à compter du 1er Janvier 2023.

ARTICLE 2 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Fabienne LEGOUX, régisseur titulaire, sera remplacée par Madame Catherine ROPERT.

ARTICLE 3 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité d'un montant mensuel de 9,16 €.

ARTICLE 4 : Le mandataire suppléant, percevra une indemnité de responsabilité d'un montant mensuel de 9,16 € pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie selon la réglementation en vigueur.
ARTICLE 5 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et péjunièrement, responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

ARTICLE 6 : Le régisseur et les mandataires suppléants ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits auxquels aux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau Code Pénal.

ARTICLE 7 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leur registre comptable, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

ARTICLE 8 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle du 21 avril 2006.

Fait à CHATEAUBRIANT,
Le 22 - 12 - 2022

Le Président

[Signature]

Alain HUNAULT

---

Le régisseur titulaire (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Fabienne LEGOLIX "VU pour acceptation"

---

Le mandataire suppléant (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Catherine ROPERT "VU pour acceptation"

---

AR-Préfecture
044-200072726-20221226-5-DE
Acte certifié exécutoire
Réception par le Préfet : 26-12-2022
Publication le : 26-12-2022

[Stamp]
DÉCISION

Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2322-1 et 2322-2 concernant l'utilisation du crédit pour dépenses imprévues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-36,

Vu le budget prévisionnel 2022 de la Communauté de Communes approuvé le 7 avril 2022,

DECIDE

ARTICLE 1 : De réaliser un virement de crédit sur le budget principal de la collectivité du compte de dépenses imprévues afin de prévoir les crédits nécessaires pour une régularisation fiscale et la révision des contributions versées à l'exploitant de l'espace aquatique de Derval

022 - Dépenses imprévues de fonctionnement - 26 100 €
7391178 - Autres restitutions au titre de dégrèvements sur contributions directes + 6 100 €
37443 - aux fermiers et concessionnaires + 20 000 €

ARTICLE 2 : De dire que Mme La Directrice Générale adjointe des Services et Mme La Responsable du SGC de Nort sur Erdre sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : De dire que la présente décision sera communiquée pour information aux conseillers communautaires et qu'il en sera rendu compte au Conseil Communautaire, lors de sa prochaine réunion.

Fait à CHATEAUBRIANT, le 6.01.23

Le Président,

Alain HUNAULT
DÉCISION

Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval,

Vu l'article 432-10 du nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle du 21 avril 2006,

Vu la décision en date du 10 Janvier 2017 instituant une régie de recettes Piscine « Espace Aquatique Intercommunal »,

Vu l'avis conforme de Mme la Comptable en date du 26 Décembre 2022

DECIDE

ARTICLE 1 : Est nommée agent de guichet de la régie de recettes Piscine « Espace Aquatique Intercommunal », Madame Laëtitia MARTIN pour la période allant du 3 Janvier au 30 Juin 2023, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 : Les mandataires agents de guichet ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau Code Pénal.


Fait à CHATEAUBRIANT,
Le 03.01.2023

Le Président

Alain HUNAULT
Le régisseur titulaire (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Marie-Noëlle DELANOE
En raison de maladie

Les mandataires suppléants (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Isabelle RIVAUD

Laurence GARNIER

Thi-Chinh MARTIN

Vu pour acceptation

Le mandataire agent de guichet (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Laëtitia MARTIN

Vu pour acceptation

Patricia BAHUET

Catherine CADOREL
En raison de maladie
Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 327, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le décret du 2 avril 2012 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART),

Vu le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat,

Vu la circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le plan local d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2016-2020 de Loire-Atlantique, adopté le 26 août 2016,

Vu le programme local de l'habitat 2020-2025 de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval, approuvé le 17 décembre 2019,

Vu la délibération en date du 14 novembre 2019 approuvant l'opération programmée d'amélioration de l'habitat de droit commun sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval avec volet renouvellement urbain sur le périmètre ORT secteur 1 de Châteaubriant pour la période 2020-2025,

Vu la convention signée entre l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté de Communes, en date du 27 février 2020,

Vu le contrat de prestation de service attribué au cabinet Citémétrie en date du 2 mars 2020 lui confiant la mission d'ingénierie « suivi, animation »,

Vu la demande formulée par Madame Thérèse DURANDIERE en vue de financer les travaux de ravalement de façade de son habitation principale,

Sur proposition du cabinet Citémétrie,

**Article 1er.** Il est octroyé à Madame Thérèse DURANDIERE une subvention d'un montant de 631,20 € (six cent trente et un euros et vingt centimes) pour les travaux de ravalement de son habitation principale située 10 rue de la Grée à LE GRAND AUVERNE.
La subvention est accordée sous réserve de la réalisation effective des travaux.

Cette subvention sera versée au demandeur sur présentation, par le cabinet Citémétrie, de la fiche de liaison, de l’accord sur la déclaration préalable de travaux ou permis de construire, de la copie de la déclaration attestant l’achèvement et la conformité des travaux, des photos des façades ravalées et des factures des travaux.

En cas de réalisation partielle, le montant de la subvention pourra être proratisé en fonction du montant réel des dépenses constatées.

**Article 2** : La présente décision prend effet à compter de sa date de notification aux intéressés. Sa durée est fixée à trois années. Les travaux devront avoir été réalisés dans ce délai. À défaut, la subvention sera perdue.

**Article 3** : La présente subvention est imputée au budget général de la collectivité à l’article n° 2042, subvention d’équipement aux personnes de droit privé.

La subvention sera versée par le Trésor Public à partir du mandat émis par la collectivité.

**Article 4** : Monsieur le Président de la communauté de communes Châteaubriant-Derval et M. Le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l’exécution de la présente décision.

Fait à Châteaubriant,
Le 6 JAN. 2023

Le Président,
Alain HUNAULT
DECISION MODIFICATIVE
ANNULE ET REMPLACE
LA DECISION DE NOMINATION DE REGISSEUR
DU 6 JANVIER 2017

Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant–Derval,

Vu l'article 432-10 du nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle du 21 avril 2006,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la décision en date du 10 Janvier 2017 instituant une régie de recettes Piscine « Espace Aquatique Intercommunal »,

Vu l'avis conforme de Mme la Comptable en date du 9 Janvier 2023,

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Marie-Noëlle DELANOE est nommée régisseur titulaire de la régie de recettes Piscine « Espace Aquatique Intercommunal » à compter du 10 Janvier 2017.

ARTICLE 2 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Marie-Noëlle DELANOE, régisseur titulaire, sera remplacée par Mesdames Isabelle RIVAUD, Laure GARNIER, Patricia BAHUET, Catherine CADOREL, Thi-Chinh MARTIN et Thérésa DELANOUE

ARTICLE 3 : Le régisseur titulaire, est astreint à constituer un cautionnement d'un montant de 1 800 €, selon la réglementation.

ARTICLE 4 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité d'un montant mensuel de 16,67 €.

ARTICLE 5 : Le mandataire suppléant, percevra une indemnité de responsabilité d'un montant mensuel de 16,67 € pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie selon la réglementation en vigueur.
ARTICLE 6 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu’ils ont reçues, ainsi que de l’exactitude des décomptes de liquidation qu’ils ont éventuellement effectués.

ARTICLE 7 : Le régisseur et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l’acte constitutif de la régie, sous peine d’être constitués comptables de fait et de s’exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l’article 432-10 du nouveau Code Pénal.

ARTICLE 8 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leur registre comptable, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.


Fait à CHATEAUBRIANT,
Le 10/01/2023

Le Président

Alain HUNAULT

Le régisseur titulaire (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Marie-Noëlle DELANOIE

Les mandataires suppléants (signature précédée de la formule « VU POUR ACCEPTATION »)

Isabelle RIVAUD

Laure GARNIER

Catherine CADOREL

Vu pour Acceptation

Vu pour Acceptation

Vu pour Acceptation

Thérèsa DELOUZE

Patricia BAHUET

Thi-Chinh MARTIN

Vu pour Acceptation

Vu pour Acceptation

Vu pour Acceptation
DECISION MODIFICATIVE
ANNULE ET REMPLACE
L’ACTE CONSTITUTIF RÉGIE RECETTE
GUICHET UNIQUE DU 28 MARS 2022

Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R 1617-1 à 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu le décret n°2012-046 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

Vu les dispositions de l'article 33 de la loi NOTRe du 7 Août 2015,

Vu la décision de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale en date du 4 Mars 2016, validant la fusion des Communautés de Communes du Castelbriantais et du Secteur de Derval,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 Décembre 2016, créant la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 5 janvier 2017 autorisant le Président à créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services en application de l'article L2122-22 al.7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant de ce fait que la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval doit créer une régie de recettes « Guichet Unique » pour le service Jeunesse,

Considérant la nécessité de modifier l'article 4 de la régie de recettes « Guichet Unique »,

Vu l'avis conforme de Mme la Comptable en date du 13 Janvier 2023,

ARTICLE 2 : Cette régie de recettes est installée au Guichet Unique situé au 27 rue de Couéré à Châteaubriant.

ARTICLE 3 : Elle fonctionne toute l'année.

ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits des inscriptions suivantes :

1- Durant l'année scolaire :
- Activités du mercredi
- Accueils pré et post activités du mercredi
- Halte répit du mercredi

2- Pendant les vacances scolaires :
- Activités du centre intercommunal et de son antenne de Moisdon la Rivière
- Accueils pré et post activités du centre intercommunal
- Activités adolescentes
- Séjours (CVL) et mini camps (3 à 5 jours)
- Halte répit en journée

3- Les formations d'animations

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire
- par chèques bancaires et postaux
- par carte bancaire
- par chèques vacances
- par prélèvement automatique

A cet effet, un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques.

ARTICLE 6 : L'intervention du mandataire a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 200 € est mis à la disposition du régisseur réparti comme suit : 100 € Guichet Unique, 100 € sous régie de recettes Accueil Moisdon la Rivière.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.
ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser à la comptable le montant de l’encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de la comptable la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : M. le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval et Mme la Comptable de Nort sur Erdre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à CHATEAUBRIANT,
Le 16 Janvier 2023

Le Président,

Alain HUNAULT
Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval,

Vu le code de la construction et de l’habitation, notamment ses articles R. 327, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le décret du 2 avril 2012 relatif au règlement des aides du fonds d’aide à la rénovation thermique des logements privés (FART),

Vu le règlement général de l’Agence Nationale de l’Habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/1UH4/26 relative aux opérations programmées d’amélioration de l’habitat et au programme d’intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le plan local d’action pour le logement et l’hébergement des personnes défavorisées 2016-2020 de Loire-Atlantique, adopté le 26 août 2016,

Vu le programme local de l’habitat 2020-2025 de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval, approuvé le 17 décembre 2019,

Vu la délibération en date du 14 novembre 2019 approuvant l’opération programmée d’amélioration de l’habitat de droit commun sur l’ensemble du territoire de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval avec volet renouvellement urbain sur le périmètre ORT secteur 1 de Châteaubriant pour la période 2020-2025,

Vu la convention signée entre l’Agence Nationale de l’Habitat et la Communauté de Communes, en date du 27 février 2020,

Vu le contrat de prestation de service attribué au cabinet Citémétrie en date du 2 mars 2020 lui confiant la mission d’ingénierie « suivi, animation »,

Vu la demande formulée par Madame Geneviève DURAND en vue de financer les travaux de rénovation énergétique de son habitation principale,

Sur proposition du cabinet Citémétrie,

Article 1er : Il est octroyé à Madame Geneviève DURAND une subvention d’un montant de 3 000 € (trois mille euros) pour les travaux de rénovation énergétique de son habitation principale située 1 rue de l’Ecole à LA CHAPELLE GLAIN.
La subvention est accordée sous réserve de la réalisation effective des travaux.

Cette subvention sera versée au demandeur sur présentation, par le cabinet Citémétric, de la fiche de liaison et de la notification de paiement de l'Agence Nationale de l'Habitat.

En cas de réalisation partielle, le montant de la subvention pourra être proratisé en fonction du montant réel des dépenses constatées.

**Article 2** : La présente décision prend effet à compter de sa date de notification aux intéressés. Sa durée est fixée à trois années. Les travaux devront avoir été réalisés dans ce délai. À défaut, la subvention sera perdue.

**Article 3** : La présente subvention est imputée au budget général de la collectivité à l'article n° 2042, subvention d'équipement aux personnes de droit privé.

La subvention sera versée par le Trésor Public à partir du mandat émis par la collectivité.

**Article 4** : Monsieur le Président de la communauté de communes Châtenuibrant-Derval et M. Le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Faîte à Châtenuibrant,
Le 17 JAN, 2023

Le Président,
Alain HUNAULT
Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 327, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le décret du 2 avril 2012 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART),

Vu le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le plan local d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2016-2020 de Loire-Atlantique, adopté le 26 août 2016,

Vu le programme local de l'habitat 2020-2025 de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval, approuvé le 17 décembre 2019,

Vu la délibération en date du 14 novembre 2019 approuvant l'opération programmée d'amélioration de l'habitat de droit commun sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval avec volet renouvellement urbain sur le périmètre ORT secteur 1 de Châteaubriant pour la période 2020-2025,

Vu la convention signée entre l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté de Communes, en date du 27 février 2020,

Vu le contrat de prestation de service attribué au cabinet Citémétrie en date du 2 mars 2020 lui confiant la mission d'ingénierie « suivi, animation »,

Vu la demande formulée par Monsieur et Madame BENJAMIN Bruno et Sonia en vue de financer les travaux d'adaptation de leur habitation principale,

Sur proposition du cabinet Citémétrie,

Article 1er: Il est octroyé à Monsieur et Madame BENJAMIN Bruno et Sonia une subvention d'un montant de 2 000 € (deux mille euros) pour les travaux d'adaptation de leur habitation principale située 2 Allée des Chênes à ISSÉ.
La subvention est accordée sous réserve de la réalisation effective des travaux.

Cette subvention sera versée au demandeur sur présentation, par le cabinet Citémétrie, de la fiche de liaison et de la notification de paiement de l’Agence Nationale de l’Habitat.

En cas de réalisation partielle, le montant de la subvention pourra être proratisé en fonction du montant réel des dépenses constatées.

**Article 2 :** La présente décision prend effet à compter de sa date de notification aux intéressés. Sa durée est fixée à trois années. Les travaux devront avoir été réalisés dans ce délai. A défaut, la subvention sera perdue.

**Article 3 :** La présente subvention est imputée au budget général de la collectivité à l’article n° 2042, subvention d’équipement aux personnes de droit privé.

La subvention sera versée par le Trésor Public à partir du mandat émis par la collectivité.

**Article 4 :** Monsieur le Président de la communauté de communes Châteaubriant-Derval et M. Le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l’exécution de la présente décision.

Fait à Châteaubriant, 
Le 26 JAN. 2023

Le Président,

Alain HUNAULT

AR-Préfecture
044-200072726-20230127-1-DE
Acte certifié exécutoire
Réception par le Préfet : 27-01-2023
Publication le : 27-01-2023
DECISION MODIFICATIVE
ANNULE ET REMPLACE
L’ACTE DE CREATION DE LA REGIE EVENEMENTIEL
DU 9 JANVIER 2017

Le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnel et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R 1617-1 à 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 5 janvier 2017 autorisant le Président à créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services en application de l'article L2122-22 al.7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2012-046 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

Considérant la nécessité d'élargir les modes de recouvrement des recettes de ladite régie,

Vu l'avis conforme de Mme la Comptable en date du 2 février 2023,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté annule et remplace celui du 2 janvier 2017

ARTICLE 2 : Cette régie de recettes est installée au Guichet Unique situé au 27 rue de Couéré à Châteaubriant.

ARTICLE 3 : Elle fonctionne toute l'année.

ARTICLE 4 : La régie de recettes « Événementiel » encaisse les produits des activités de la patinoire intercommunale, et autres manifestations ponctuelles dont celles organisées par le centre socio culturel.

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
- en numéraires
- par chèques bancaires et postaux
- par carte bancaire

A cet effet, un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques.

ARTICLE 6 : L'intervention du mandataire a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 000 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par semaine.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de la Comptable la totalité des justificatifs des opérations de recettes au moins une fois par mois.

ARTICLE 9 : Le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : M. le Président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval et Mme la Comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à CHATEAUBRIANT,
Le 02 Février 2023

Le Préf

Le Président

Alain HUVAULT

AR-Prefecture
044-20072726-30202-2023
Acte certifié exécutoire
Récepteur par le Préf : 06-02-2023
Publication le : 06-02-2023